

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 30 mars 2012

**Jérôme CAHUZAC**, Responsable du pôle Budget, Finances, Fiscalité  
**Michel SAPIN**, Responsable du projet présidentiel

### **Déficit public à 5,2% du PIB : Nicolas Sarkozy conforte sa position de pire gestionnaire de l'histoire**

Ce matin, rompant avec les règles qui s'imposent à tous, le président-candidat a cru bon d'annoncer avant l'INSEE le chiffre du déficit budgétaire de 2011 et de s'en réjouir bruyamment.

Une nouvelle fois, après les chiffres du chômage, M. Sarkozy cherche à transformer en bonne nouvelle ce qui en réalité est une mauvaise nouvelle. La baisse tendancielle de la hausse du chômage cachait la hausse continue du nombre de chômeurs. Cette fois-ci le chiffre de 5,2% de déficit budgétaire en 2011 par rapport au PIB cache la hausse continue et inquiétante de l'endettement de la France.

Rappelons déjà que ce niveau de déficit n'a été dépassé que de 1993 à 1995, quand il était ministre du Budget, ainsi qu'en 2009 et en 2010, quand il était président de la République. A des titres divers, Nicolas Sarkozy est donc comptable des 6 pires déficits publics de notre histoire budgétaire récente.

Soulignons surtout que s'agissant de la dette, le seul chiffre important annoncé ce matin par l'INSEE, c'est celui qui fixe à 85,8% l'endettement de la France par rapport au PIB : dégradation bien supérieure aux prévisions officielles et qui va peser lourdement et durablement sur les finances de la France.

L'autre chiffre significatif annoncé par l'INSEE, c'est celui de l'augmentation du produit des impôts payés par les Français en fin d'année 2011. Ce sont les premières conséquences des hausses d'impôts annoncées par le gouvernement, taxe de toutes natures : TVA, taxe sur les mutuelles... Ce sont les classes populaires et les classes moyennes qui sont mises à contribution, au moment même où l'ISF baisse pour les plus aisés.

Il est donc malvenu pour le candidat sortant de chercher à instrumentaliser ce qui reste un mauvais résultat pour s'exonérer de son bilan et du financement de son programme. Son bilan, c'est d'avoir porté la dette publique de 1200 à 1800 milliards d'euros. Le financement de son programme, c'est 25 milliards d'impôts supplémentaires non détaillés, une maîtrise de la dépense publique fictive et, chaque jour, un trou béant creusé par des annonces de milliards de dépenses nouvelles non financées.